

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Finances publiques : sur les huit premiers mois de l'année, les recettes publiques affichent encore une forte contraction de -7,5%

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Ouverture financière : une nouvelle distribution de quotas de QDII depuis un an et demi pour un montant total de 3,36 Mds USD

Ouverture financière : la Chine devrait encore faciliter l'accès des investisseurs étrangers au marché obligataire chinois en assouplissant les règles de transfert

Banques : les principales banques chinoises devraient émettre 195 Mds RMB d'obligations en septembre pour reconstituer leur capital

Banques : au cours du « 14e plan quinquennal », un total de 100 Mds RMB de prêts spéciaux pour les services de soins aux personnes âgées seront accordés par China Development Bank

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Guerre commerciale : la Chine annonce la mise en place de son « entity list »

IDE : Les flux d'investissements bilatéraux entre les Etats-Unis et la Chine au plus bas depuis 2011

Contrôle des exportations : ByteDance demande une licence d'exportation à l'autorité commerciale de Pékin

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Climat des affaires : le Conseil des affaires de l'Etat annule plusieurs obligations d'autorisations administratives dans le but de « faciliter la conduite des affaires »

Climat des affaires : le Conseil des affaires de l'Etat annonce la création de trois nouvelles « zones de libre-échange »

Chaîne de valeurs : le gouvernement chinois souhaite renforcer les chaînes de production et d'approvisionnement par des outils financiers

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Politique industrielle : le Comité central du Parti Communiste (PCC) et Xi Jinping veulent renforcer la loyauté des entreprises privées envers le PCC en menant un « travail de Front uni »

Télécommunications : Huawei réduit ses investissements en Australie

Automobile : le gouvernement annonce un plan de soutien au secteur des véhicules à hydrogène

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Climat : Annonce de la Chine sur sa neutralité carbone d'ici à 2060

Aviation : Simplification des procédures administratives pour les investissements étrangers dans l'aviation civile, mais pas de libéralisation de l'accès au capital

Aéronautique : Airbus compte sur le marché chinois pour sortir de la crise du COVID-19

Développement durable : Publication d'un document chinois sur son action pour la biodiversité et tribune du Ministre de l'écologie et de l'environnement dans le Quotidien du Peuple



Biodiversité : *Table-ronde « Biodiversité au-delà de 2020 » organisée par le Ministre de l'écologie et de l'environnement et réunissant treize ministres de douze autres pays*

Développement durable : *la Délégation de l'Union européenne en Chine et l'Académie chinoise des sciences ont organisé un séminaire commun sur la relance verte*

ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Chongqing : *Des projets d'investissement d'une valeur de 883 Mds CNY signés de janvier à août.*

Guangdong : *projet de ligne Maglev entre Canton et Shenzhen*

Hainan : *réunion conjointe des gouvernements de 9 provinces et des 2 régions administratives spéciales à Sanya*

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Macroéconomie: *l'indice des prix à la consommation diminue pour le 2^{ème} mois consécutif*

Covid-19 : *Les mesures de distanciation sociale sont de nouveau prolongées, jusqu'au 1^{er} octobre*

Aéronautique : *le secteur aérien reste affecté par le Covid-19*

Mesures de soutien à l'économie : *les autorités ont annoncé le 21 septembre une allocation de 1290 USD pour toutes les personnes majeures à faible revenu vivant à Hong Kong depuis moins de sept ans*

Politique monétaire : *l'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA) a procédé cette semaine à sa 50^{ème} intervention de change depuis le début de l'année*

Macao : *au cours des 8 premiers mois de 2020, le nombre de visiteurs reçus à Macao a chuté de -87% en g.a. (3 570 019 personnes)*

Macao : *les visiteurs de Chine continentale et de Macao peuvent désormais voyager au sein de la « bulle de voyage » établie entre les deux territoires*

TAIWAN ([ici](#))

Attractivité : *succès du Forum Européen de l'Investissement (EIF)*

IDE : *point sur les investissements au cours des huit premiers mois 2020*

SEMICON Taiwan 2020 : *la production de semi-conducteurs de Taiwan devrait atteindre 87 Mds EUR en 2020*

MONGOLIE ([ici](#))

Visite de Wang Yi en Mongolie: *signature d'un MoU visant à assurer l'exportation de 50 millions de tonnes de charbon mongol vers la Chine*

Banque de Mongolie : *une nouvelle baisse du taux directeur à 8%*

Contraction de l'économie et reprise de la croissance : *les prévisions de la Banque Asiatique de Développement*

Dette externe : *La Mongolie présente le ratio Dette/PIB le plus élevé de la région*

CONJONCTURE

Finances publiques : sur les huit premiers mois de l'année, les recettes publiques affichent encore une forte contraction de -7,5%

Le recul des recettes publiques, imputable au ralentissement de l'activité économique et de la consommation des ménages sur la période ainsi qu'aux exonérations/réductions d'impôts pour les entreprises en difficulté durant l'épidémie, s'infléchit depuis le début du mois de juin : la diminution est de -7,5% (g.a.) entre janvier et août contre -8,7% (g.a.) sur les sept premiers mois de l'année. Les recettes fiscales et les recettes non fiscales se contractent de -7,6% et de -7,0% respectivement entre janvier et août. Il convient également de noter que les droits de timbre continuent d'afficher une forte progression de +27,6% entre janvier et août, la perception des droits de timbre sur les titres augmentant de +48,6% sur le même période.

Les dépenses publiques reculent de -2,1% entre janvier et août, contre -3,2% sur les sept premiers mois de l'année.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Ouverture financière : une nouvelle distribution de quotas de QDII depuis un an et demi pour un montant total de 3,36 Mds USD

Le 23 septembre, la *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE) a annoncé la reprise des distributions de quotas de *Qualified Domestic Institutional Investor* (QDII), suspendus depuis un an et demi, compte tenu de la forte appréciation du RMB (le CFETS s'est apprécié de +2,4% depuis mai en atteignant 94,12 le 18 septembre) et de l'afflux continu de capitaux étrangers sur le continent chinois (l'encours des capitaux entrants nets via le *Stock Connect* augmente de +7,3% depuis mai pour atteindre 1105 Mds RMB le 23 septembre). Ce nouveau quota a été accordé aux 18 institutions financières pour un montant total de 3,36 Mds USD, y compris 5 nouveaux investisseurs qualifiés (*Shanghai Orient Securities Asset Management Co., Ltd., Industrial Fund Management Co., Ltd., Wanjia Fund Management Co., Ltd., Debon Securities Co., Ltd., China Post Financial Management Co., Ltd.*). Jusqu'à présent, SAFE a accordé au total 107,3 Mds USD de QDII aux 157 institutions financières, dont 15 Mds USD aux banques, 50 Mds USD aux sociétés de valeurs mobilières, 34 Mds USD aux compagnies d'assurance et 8 Mds USD aux institutions fiduciaires.

Pour mémoire, le QDII est le plus ancien et le plus important programme lancé en 2006 afin de permettre aux institutions financières domestiques qualifiées d'investir sur les marchés financiers étrangers (dans les limites d'un quota). Les investisseurs QDII ne peuvent pas détenir plus de 10% des droits de vote d'une société via le programme et les institutions bancaires ne peuvent pas investir dans des institutions financières et/ou des produits disposant d'une notation inférieure à BBB. La dernière distribution de quotas de QDII avait été de seulement 800M USD en avril 2019.

Ouverture financière : la Chine devrait encore faciliter l'accès des investisseurs étrangers au marché obligataire chinois en assouplissant les règles de transfert

Le 21 septembre, la PBoC et la SAFE ont publié conjointement une proposition ouverte aux commentaires publics visant à faciliter l'accès au marché obligataire des investisseurs institutionnels étrangers. En vertu de la nouvelle réglementation, si ces derniers utilisent à la fois le yuan et d'autres devises pour investir sur le marché obligataire *onshore*, ils seront soumis au seul respect des mesures de contrôles de capitaux imposés sur les transferts de fonds en devises étrangères. Le montant en devises étrangères transféré à l'étranger ne doit pas dépasser une limite fixée à 120% du total en devises étrangères que les institutions étrangères ont utilisé pour effectuer leurs investissements obligataires sur le continent chinois, contre 110% auparavant. Pour les institutions étrangères qui investissent sur le marché obligataire en utilisant une monnaie unique - soit le yuan ou une devise étrangère, il n'y aura pas de limite sur les transferts de fonds, une fois les nouvelles règles approuvées. Alors que les investisseurs institutionnels étrangers peuvent choisir différentes devises pour investir sur le marché obligataire chinois, le yuan sera encouragé pour les encaissements et paiements transfrontaliers, avec règlement via CIPS (*Cross-Border Inter-Bank Payments System*). Les institutions étrangères seront également autorisées à traiter les dérivés obligataires dans une optique de couverture. La proposition précède la décision prise par *FTSE Russell* d'inclure les obligations d'Etat chinoises dans son indice mondial. En août, les investisseurs étrangers ont augmenté leurs investissements en obligations chinoises de 130 Mds RMB en atteignant 2803 Mds RMB, soit une croissance de 38% en g.a.. Les investisseurs institutionnels étrangers ont augmenté leurs avoirs en obligations chinoises pendant 21 mois consécutifs, dans une logique de diversification.

Banques : les principales banques chinoises devraient émettre 195 Mds RMB d'obligations en septembre pour reconstituer leur capital

Les principales banques chinoises envisagent d'émettre 195 Mds RMB (28,5Mds USD) d'obligations en septembre pour reconstituer leur capital, affecté par une sinistralité des crédits en hausse et une nette détérioration des bénéfices. *ICBC* et *China Guangfa Bank* projettent ainsi d'émettre respectivement 60 Mds RMB et 45 Mds RMB d'obligations, *Bank of Communications* devrait lever 30 Mds RMB d'obligations perpétuelles, tandis que *Postal Savings Bank of China* souhaite émettre 60 Mds RMB d'obligations. Cependant, l'intérêt des investisseurs pour les obligations émises par les banques s'est nettement réduit, ce qui devrait peser sur le coût du capital. Les cours des obligations perpétuelles de *Agricultural Bank of China* ont chuté à leur plus bas niveau depuis leur émission en mai (le taux de rendement s'est tendu de 121bp à 4,69% depuis mai), tout comme ceux des obligations similaires de *Postal Savings Bank of China*, qui ont reculé à leur niveau le plus bas depuis leur émission en mars (le taux de rendement s'est accru de 101bp à 4,70% depuis mars).

Afin d'alléger la difficulté financière des consommateurs et des entreprises touchés par le Covid-19, les banques chinoises subissent une pression croissante. Le gouvernement chinois leur a demandé de renoncer à 1500 Mds RMB de bénéfices en fournissant aux entreprises davantage de financements risqués et en supportant des arriérés de paiement (au moins jusqu'à fin mars 2021). Compte tenu de ces injonctions, les prêts accordés par les quatre grandes banques d'Etat ont augmenté de 7% à 10% au premier semestre, alors que les créances douteuses ont explosé. Au total, les banques commerciales chinoises ont enregistré une baisse de 9,4% en g.a. de leurs bénéfice net au premier semestre, les prêts non-performants atteignant un record de 2736 Mds RMB (en forte croissance de 22% en g.a., le ratio de NPL passant de 1,81% à 1,94%). Les résultats des quatre grandes banques d'Etat ont chuté d'au moins 10% au premier semestre. Le mois dernier, *Citigroup Inc.* a réduit de plus de 10 points de pourcentage les prévisions de bénéfices de 2020 à 2022 des grandes banques chinoises et s'attend à ce qu'elles subissent un recul de 13% de leurs bénéfices cette année. Les banques devront se préparer à une détérioration de la qualité de leurs actifs, d'où une insuffisance de fonds propres de niveau 1 et de niveau 2. Bien qu'elles satisfassent aux exigences minimales de capital sur le plan interne, les quatre plus grandes banques chinoises sont confrontées à un besoin de recapitalisation à hauteur de 220 Mds USD pour se conformer aux règles mondiales en matière de capital qui entreront en vigueur dès 2025, a déclaré *S&P Global Ratings* dans un rapport le mois dernier. Cet écart pourrait atteindre plus de 900 Mds USD au cours des prochaines années, car la pression économique pèse sur les bénéfices, a déclaré S&P.

Banques : au cours du « 14^e plan quinquennal », un total de 100 Mds RMB de prêts spéciaux pour les services de soins aux personnes âgées seront accordés par *China Development Bank*

Au cours du «14^e plan quinquennal», *China Development Bank* accordera au total 100 Mds RMB de prêts spéciaux pour les services de soins aux personnes âgées, visant à développer 300 grandes entreprises de soins aux personnes âgées et soutenir la construction des systèmes de services de soins aux personnes âgées dans 300 villes. Actuellement, *China Development Bank* est la seule institution financière à accorder des crédits spéciaux pour le secteur des soins aux personnes âgées. A fin août, *China Development Bank* a prêté au total 38,6 Mds RMB pour soutenir 396 projets de soins aux personnes âgées couvrant 30 provinces.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Guerre commerciale : la Chine annonce la mise en place de son « *entity list* » :

Le ministère du Commerce chinois (MofCom) a annoncé le 19 septembre la [mise en place de son « *Unreliable entity list* »](#)

Seront placées sur la liste, les entités (i) mettant en danger la souveraineté nationale, la sécurité ou les intérêts de développement de la Chine ; ou (ii) ayant suspendu les relations commerciales avec une entité chinoise ou pris des mesures discriminatoires à son égard.

Les conséquences pour les entreprises de la liste peuvent être : (i) restriction ou interdiction d'importer en provenance ou d'exporter à destination de la Chine ; (ii) restriction ou interdiction d'investir en Chine ; (iii) restriction ou interdiction au personnel d'entrer sur le territoire chinois (+révocation des titres de résidence pour les personnes qui se trouvent en Chine) ; (iv) amende en fonction de la gravité des dommages causés par l'entité ; (v) autres mesures nécessaires (sans plus de précisions)

Le mécanisme sera mis en œuvre par un bureau créé au sein du Conseil des Affaires d'Etat. Celui-ci annoncera si une entreprise est sujette à une enquête (au cours de laquelle l'entité étrangère pourrait se défendre). L'enquête déterminera : (i) le degré de danger à la souveraineté nationale, la sécurité ou les intérêts de développement de la Chine ; (ii) les dommages créés aux entités chinoises ; (iii) si les actions sont conformes aux règles économiques internationales ; (iv) d'autres facteurs qui doivent être pris en compte (sans plus de précisions). Une annonce sera faite si le Conseil des Affaires d'Etat estime nécessaire, à la suite de l'enquête, de placer une entreprise sur la liste des entités. Dans cette annonce figurera également un délai pendant lequel l'entité pourra procéder à des rectifications (aucune sanction ne sera imposée pendant ce délai).

A l'instar de la liste américaine, une exemption peut éventuellement être accordée si une entité chinoise estime qu'il est nécessaire pour elle d'avoir des relations commerciales avec une entité étrangère qui figure sur la liste.

Aucune entreprise ne figure pour le moment sur cette liste mais on peut s'attendre à ce que certaines des entreprises américaines y soient ajoutées si l'escalade des sanctions américaines continue (récapitulatif ci-dessous). Selon le [Wall Street Journal](#), les responsables chinois débattront de la date de publication la plus judicieuse. Liu He, négociateur en chef sur les différends commerciaux avec les États-Unis, serait favorable à une publication post-élections américaines afin d'éviter d'éventuelles mesures américaines plus sévères. La liste serait élaborée sous la supervision de Hu Chunhua, vice-Premier ministre en charge du commerce et de l'investissement. Plusieurs administrations, dont l'administration de cybersécurité, ont été invitées à soumettre des noms d'entreprises à inclure sur la liste.

Cette publication intervient dans le contexte des sanctions à l'égard de Wechat et Tiktok mais la mise en place de cette liste était attendue : le MofCom avait annoncé en mai 2019, à la suite de l'ajout de Huawei sur la liste des entités non fiables du département du Commerce américain, l'établissement prochain de sa propre liste (« *unreliable entities list* ») destinée à recenser (et potentiellement sanctionner) les organisations ou personnes physiques étrangères qui « imposent sur des entités chinoises et pour des motifs non-commerciaux, des blocages ou d'autres mesures susceptibles de causer des dommages substantiels à l'industrie chinoise et de poser une menace potentielle à la sécurité nationale ».

La création de cette liste signale une volonté de la Chine de renforcer son arsenal législatif et réglementaire pour répondre aux sanctions américaines. Le premier projet de loi sur le contrôle des exportations, publié en 2017, incluait un principe de « réciprocité » négative prévoyant que la Chine puisse prendre des mesures de rétorsion à l'encontre de pays ou régions qui auraient adopté des mesures « discriminatoires » de contrôle des exportations à son encontre. Le second projet de loi, publié quelques semaines avant la signature du phase-1 deal, pouvait être interprété comme un signe de bonne volonté vis-à-vis des Etats-Unis.

Récapitulatif des principales sanctions américaines visant des entreprises chinoises

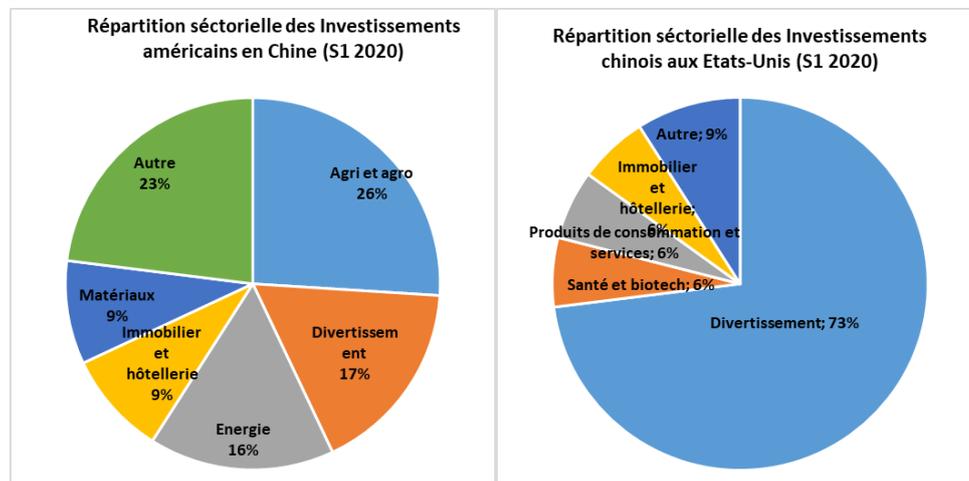
Date	Entreprise(s) concernée(s)	Nature de la mesure
Avril 2018	ZTE (télécommunications)	Interdiction de commercer pendant 7 ans avec les entreprises américaines (<i>levée de l'interdiction en juin, en échange de l'imposition d'une lourde amende</i>)
Octobre 2018	CGN (nucléaire civil)	Mesures de contrôle des exportations, étendues en août 2019 avec l'inscription de CGN sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir CGN sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Octobre 2018	Jinhua (semi-conducteurs)	Inscription sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir Jinhua sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Mai 2019	China Mobile (télécommunications)	Interdiction d'opérer sur le territoire américain (fourniture de services de télécommunications internationaux)
Mai 2019	Huawei et ses filiales (télécommunications)	Inscription de Huawei sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir Huawei sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Juin 2019	Sugon (superordinateurs)	Inscription de Sugon sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir Sugon sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Juillet 2019	Zhuhai Zhenrong (pétrole)	Violation des sanctions vis-à-vis de l'Iran / blocage des biens et intérêts de l'entreprise sur le territoire américain
Août 2019	Huawei, ZTE (télécommunications), Hikvision, Dahua, Hytera (vidéosurveillance)	Interdiction de participer aux marchés publics conduits par les administrations fédérales américaines
Septembre 2019	Filiales de COSCO (transport maritime)	Violation des sanctions vis-à-vis de l'Iran / gel des avoirs américains
Octobre 2019	Hikvision, Dahua (vidéosurveillance), Sensetime, Megvii, Yitu Technologies (reconnaissance faciale),	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)

	iFlytex (reconnaissance vocale)	
Mai 2020	Cloudminds (robots intelligents), K Logistics (logistiques), Qihoo 360 (logiciels) Skyeye Laser (télé-détection)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur engagement présumé dans les activités militaires et les armes de destruction massive (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Mai 2020	Huafu (vêtements), CloudWalk (reconnaissance faciale), FiberHome (télécommunications), NetPosa (vidéosurveillance)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Juillet 2020	Esquel, Synergy, Taida Apparel (vêtements), Bitland (laptops), Meiling (électroménager), Haolin (accessoires de cheveux),	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Août 2020	Huawei et ses filiales (télécommunications)	Nouvelles règles limitant l'accès de Huawei aux puces américaines fabriquées à l'étranger (<i>interdiction aux entreprises non-américaines de fournir à Huawei à l'aide de technologie américaine sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) Inscription sur la « liste des entités » de 38 filiales de Huawei
Août 2020	China Communications Construction Company (construction), Huanjia Telecommunication , Guoguang Data Communications (télécommunications)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la construction d'îles artificielles en mer de Chine méridionale (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Septembre 2020	SMIC (semi-conducteurs)	Un possible placement par le département de la Défense de l'entreprise <i>Semiconductor Manufacturing International Corporation</i> (SMIC) sur la « liste des entités » du département du Commerce, accusé d'entretenir des liens avec le complexe industrialo-militaire chinois
Septembre 2020	Union Development Group (immobilier)	Sanctions lancées par le Trésor américain envers <i>Union Development Group</i> (UDG), entreprise d'Etat chinoise, construisant un complexe aéroportuaire, portuaire et hôtelier dans un parc naturel au Cambodge jugé capable d'accueillir des ressources militaires chinoises

Septembre 2020	Tiktok, Wechat (Internet)	Annoncée par le département du Commerce, l'interdiction de la distribution (téléchargement) des applications Wechat a débuté le 20 septembre et va débuter le 27 septembre pour Tiktok. Les mises à jour et les services de paiements de Wechat sont également interdits sur le territoire américain. Tiktok peut cependant opérer jusqu'au 12 novembre (si téléchargé avant le 27 septembre).
Septembre 2020	Xinjiang Production and Construction Corps (coton), Yili Zhuowan Garment Manufacturing Co. (textile), Baoding LYSZD Trade and Business Co. (textile), Lop County Industrial Park et Lop County No. 4 Vocational Skills Education and Training Center (éducation)	Le service des Douanes et de la Protection des frontières des États-Unis (CBP) a publié le 14 septembre cinq <i>Withhold Release Orders</i> (WRO ou ordres de refuser la mainlevée de marchandises) visant des entreprises de production et de transformation de coton ainsi qu'une entreprise textile et un centre d'éducation, toutes situées au Xinjiang. D'après le CBP, ces entreprises utiliseraient de la main d'œuvre soumise au travail forcé.

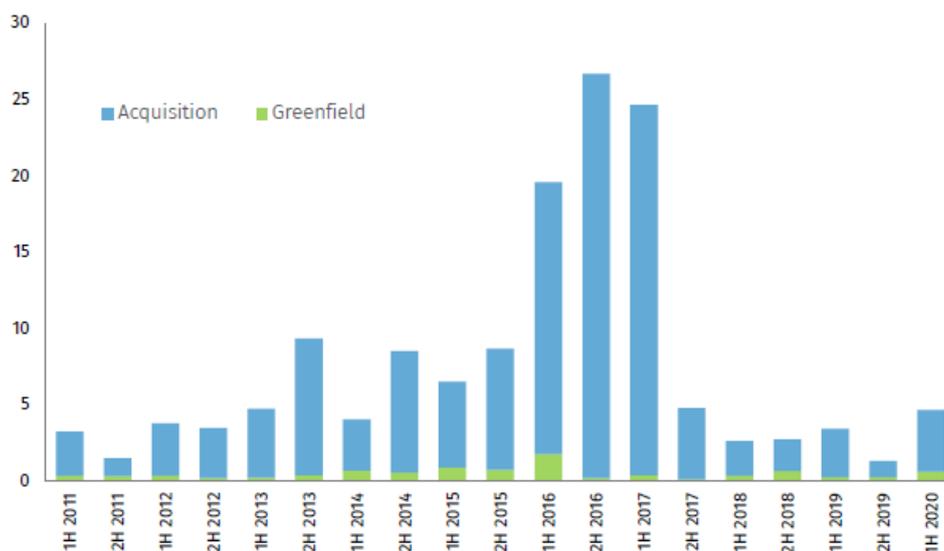
IDE : Les flux d'investissements bilatéraux entre les Etats-Unis et la Chine au plus bas depuis 2011

Les flux d'investissements bilatéraux au premier semestre 2020 (S1) entre les Etats-Unis et la Chine sont tombés à leurs plus bas niveaux depuis neuf ans, selon un rapport publié par Rhodium et le *National Committee on U.S. China relations*. Les investissements directs et de capital-risque combinés entre les deux pays ont atteint 10,9 Mds USD au S1 2020, le niveau le plus bas depuis le S2 2011. Les IDE chinois aux Etats-Unis ont cependant rebondi, atteignant 4,7 Mds USD (+38,2 % g.a.), notamment grâce à l'achat par Tencent d'une participation minoritaire d'Universal Music Group pour un montant de 3,4 Mds USD. Le nombre de transactions est resté bas, en particulier dans le secteur technologique, du fait des régulations américaines de contrôle des investissements entrants. Selon le rapport, peu de signes montrent que les entreprises chinoises investissent aux États-Unis afin de contourner les droits de douane.



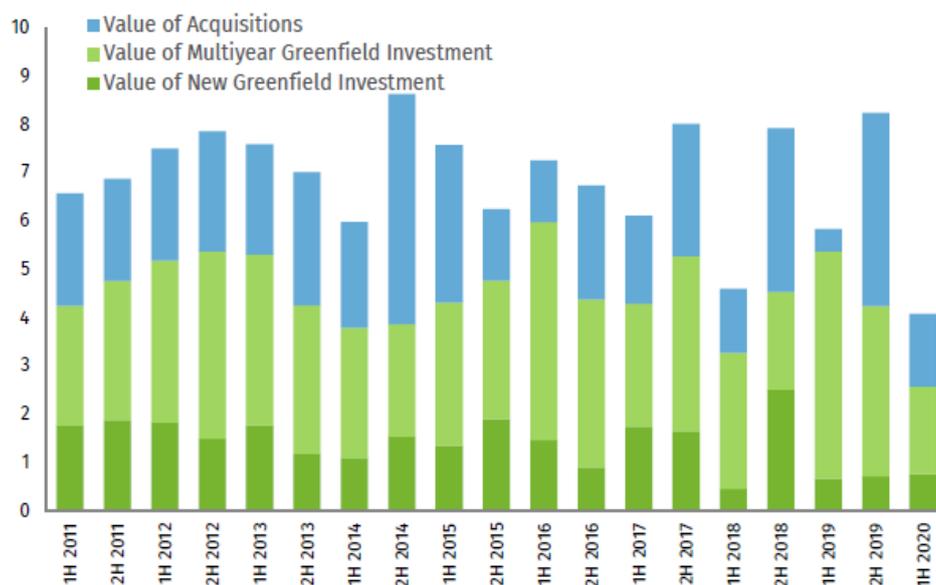
Les IDE américains en Chine ont diminué (4,1 Mds USD, -30,5 %) à cause, selon le rapport, des tensions politiques et du Covid-19. Aucun « deal » n'a dépassé 1 Md USD sur le semestre. Plusieurs opérations importantes sont néanmoins en cours, notamment le projet de complexe pétrochimique d'Exxon Mobil à 10 Mds USD ainsi que les prises de contrôle de certaines banques américaines (JPMorgan, Morgan Stanley et Goldman Sachs) de leurs partenaires de *joint-venture*, permis depuis quelques mois.

Transactions chinoises réalisées aux Etats-Unis (Mds USD) :



Source : Rhodium

Transactions américaines réalisées en Chine (Mds USD) :



Source : Rhodium



Contrôle des exportations : ByteDance demande une licence d'exportation à l'autorité commerciale de Pékin

Le 24 septembre, ByteDance [a annoncé](#) avoir déposé une demande de licence d'exportation auprès du bureau municipal du commerce de Pékin, conformément aux dispositions dans la Règlementation sur l'administration de l'importation et l'exportation des technologies et le Catalogue des exportations technologiques interdites ou restreintes.

Cette demande intervient alors que l'entreprise cherche à signer un contrat avec Oracle et Walmart afin de créer une filiale distincte hébergée aux États-Unis pour contourner une éventuelle interdiction de TikTok. Nommée « TikTok Global », la filiale ainsi créée serait détenue à 80 % par ByteDance selon eux. Oracle et Walmart devraient détenir respectivement 12,5 % et 7,5 %. [Selon Caixin](#), le conseil d'administration serait composé de quatre Américains et un Chinois, et présidé par Zhang Yiming, fondateur de ByteDance. Il est également possible que Masayoshi Son de [SoftBank](#) y siège. ByteDance a par ailleurs déclaré qu'il se [conformerait](#) à toute loi chinoise relative à l'exportation de technologies, précisant que l'accord avec Oracle et Walmart [n'impliquerait pas](#) de transferts de technologies.

Le Catalogue des exportations technologiques interdites ou restreintes, récemment mis à jour par le ministère du Commerce (MofCom) et le ministère de la Science et des Technologies (MoST), a intégré les technologies telles que les « services personnalisés de diffusion d'informations basé sur l'analyse des données » et les « interfaces utilisateur interactives se basant sur l'intelligence artificielle », des technologies qui sont utilisées par TikTok.

Selon la réglementation actuelle, ByteDance devrait recevoir une réponse sous un délai de 30 jours ouvrables afin de pouvoir débiter les négociations et devrait recevoir l'approbation (ou le refus) sous 45 jours.

Dans le même temps, TikTok semble vouloir renforcer sa présence en Europe, en [recrutant davantage](#) de personnel. TikTok compte actuellement 1 600 employés en Europe, dont 1 300 au Royaume-Uni et en Irlande notamment en raison de son nouveau data centre [à Dublin](#) (dans lequel ByteDance prévoit un investissement de 500 millions USD) et alors que ByteDance évaluait en août la possibilité de [s'établir](#) à Londres en raison de leurs différends avec les États-Unis.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

CLIMAT DES AFFAIRES

Climat des affaires : le Conseil des affaires de l'Etat annule plusieurs obligations d'autorisations administratives dans le but de « faciliter la conduite des affaires » :

Le Conseil des affaires de l'Etat a publié le 21 septembre une [décision](#) annulant les obligations de 29 autorisations administratives dont 3 concernent les investissements étrangers.

- les entreprises de télécommunications ayant des capitaux étrangers ne sont plus tenues d'obtenir une autorisation préalable du ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) avant de demander des licences de service de télécommunications.
- les projets d'aviation civile ayant des capitaux étrangers n'ont plus besoin de faire approuver les propositions de projets et les études de faisabilité à l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC).
- les investisseurs institutionnels étrangers qualifiés n'ont plus besoin d'obtenir l'approbation des quotas d'investissement, des remises de comptes et de fonds, ni des certificats d'enregistrement des opérations de change auprès de la *State Administration of Foreign Exchange*.

Cette décision fait suite à [l'annonce](#) du Premier ministre Li Keqiang lors d'une réunion du Conseil des affaires de l'Etat le 26 août dernier, déclarant vouloir supprimer 49 autorisations administratives afin de faciliter la conduite des affaires.

Pour rappel, les autorisations administratives ont été d'après [l'enquête de confiance](#) de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine (EUCCC) de 2020, considérées comme étant des obstacles indirects d'accès au marché pour 29 % des sondés.

Ces mesures ne doivent toutefois pas être confondues avec une plus grande ouverture du marché chinois (cf. *infra* brève sur les investissements dans l'aviation civile).

Climat des affaires : le Conseil des affaires de l'Etat annonce la création de trois nouvelles « zones de libre-échange » :

Le Conseil des affaires de l'Etat a [annoncé](#) le 21 septembre la création de trois nouvelles « zones de libre-échange » (FTZ) à Pékin, dans la province de l'Anhui et dans la province du Hunan portant le nombre total de FTZ à 21. La FTZ présente dans la province du Zhejiang sera par ailleurs étendue.

La FTZ de Pékin, annoncée par Xi Jinping à l'occasion de l'ouverture de la foire internationale des services (CIFTIS) le 4 septembre, vise à « encourager l'innovation technologique » et « l'économie numérique » afin de construire un « port commercial numérique et une industrie des technologies d'informations compétitive à l'international ». Cela sera rendu possible, [selon l'adjoint au maire de Pékin](#), par une construction d'infrastructures importantes (centres de données, nouvelle génération de super-ordinateurs), par des mesures fiscales et financières (impôts préférentiels, encouragement aux fonds d'investissements dans le domaine technologique), une meilleure protection de la propriété intellectuelle et une politique d'attraction de « talents étrangers ».

La FTZ du Hunan sera focalisée sur la construction, l'industrie, la coopération sino-africaine et devrait relier la ceinture économique du Yangtze et la région de la Grande Baie (Hong-Kong, Macao, Guangdong). Celle de l'Anhui se concentrera sur l'innovation scientifique et technologique, l'industrie et le développement dans la région du delta du fleuve Yangtze.



Chaîne de valeurs : le gouvernement chinois souhaite renforcer les chaînes de production et d'approvisionnement par des outils financiers

Le 22 septembre, plusieurs institutions chinoises dont la Banque populaire de Chine (PBoC) et le ministère du Commerce (MofCom) ont conjointement publié [une circulaire](#) pour soutenir la stabilité des chaînes de production et d'approvisionnement des «entreprises principales» via des outils financiers tels que le crédit et l'assurance-crédit export dans les secteurs de l'industrie de pointe, des services et du commerce. Aucune indication n'est donnée sur les caractéristiques de ces «entreprises principales» et aucun détail n'est donné quant à la mise en œuvre de ces financements.

Sur le volet de commerce extérieur, la circulaire mentionne que les institutions financières doivent soutenir les entreprises exportatrices à diversifier leurs marchés d'exportation, relocaliser le «*processing trade*» vers les régions centrales et occidentales de Chine et rétablir les relations commerciales avec leurs partenaires à l'étranger.

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Politique industrielle : le Comité central du Parti Communiste (PCC) et Xi Jinping veulent renforcer la loyauté des entreprises privées envers le PCC en menant un « travail de Front uni »

Le 15 septembre, le bureau du Comité central du PCC a présenté des « [indications pour le renforcement du travail de Front uni dans l'économie privée de la nouvelle ère](#) » qui devraient s'appliquer à l'ensemble des entreprises privées présentes en Chine, sans mentionner de distinction pour les entreprises étrangères. Le lendemain, Xi Jinping a lui-même [repris](#) ces éléments dans un communiqué, en communiquant sur les deux « tâches inébranlables » (两个毫不动摇) que sont « l'union » et la « guidance » des entreprises privées.

Parmi les objectifs mis en avant, cette circulaire cherche notamment à renforcer la « guidance et la supervision » des entreprises privées. Les entrepreneurs et dirigeants de toutes les entreprises sont ainsi invités à apprendre et se maintenir à jour sur la pensée de Xi Jinping, des listes positives et négatives (正面和负面清单) étant même prévues pour renforcer leur surveillance. En outre, un plan d'éducation destiné aux jeunes cadres du secteur privé est également prévu afin d'inculquer à la jeune génération des concepts tels que les « valeurs traditionnelles du peuple chinois », mais aussi l'obéissance au PCC (听党话、跟党走). Ce document enjoint également les entreprises à suivre la direction du PCC et à participer aux grandes stratégies nationales, par exemple en participant activement à l'initiative des « Nouvelles Routes de la Soie », en préservant volontairement les intérêts nationaux et en reflétant une image positive des entreprises chinoises. Les chambres de commerce sont incitées à créer des canaux de communication formels avec des référents du PCC et du gouvernement afin de faire remonter des informations aux autorités.

Selon une autre circulaire [relayée](#) par Asia Times, cette nouvelle campagne serait motivée par la volonté du Département du Front Uni de combattre l'influence grandissante du secteur privé dans l'économie. Wang Yang, membre du Comité permanent du Politburo et en charge des activités du Front Uni, aurait récemment déclaré que « les entrepreneurs doivent réaliser qu'ils doivent leur célébrité et leur fortune au Parti ».

Depuis 2019, certains gouvernements locaux ont pris l'initiative d'envoyer des représentants en résidence au sein des entreprises privées de leur circonscription. En septembre 2019, le gouvernement de la ville de Hangzhou avait annoncé l'envoi de « représentants du gouvernement » en résidence au sein de 100 entreprises de sa circonscription (dans une première phase), dont plusieurs entreprises privées de premier rang comme Alibaba, Geely (automobile) ou Wahaha (boissons). Outre les grands groupes, les entreprises privées de taille plus modeste font également partie des cibles prioritaires du Front Uni, département du comité central du Parti visant à maintenir et d'élargir par différents moyens (influence, achat, coercition, etc.) l'adhésion (ou, à défaut, leur neutralisation) des différents secteurs de la société aux grandes priorités du PCC. Fin 2018, plus de 90% des entreprises chinoises disposaient d'une cellule du PCC au sein de leur entreprise. Parmi les principales institutions de représentation de ces entrepreneurs privés, l'All-China Federation of Industry and Commerce, dont le Secrétaire du Parti est le vice-directeur du département du Front Uni, compte notamment parmi ses missions la formation idéologique de ses membres.

Télécommunications : Huawei réduit ses investissements en Australie

Huawei a annoncé [réduire](#) son personnel et ses investissements en Australie. Le géant des télécommunications annonce mettre fin à une opération R&D de 60 M AUD (36 M EUR) à Melbourne et à un centre d'innovation de 30 M AUD (18 M EUR) à Sydney. Le directeur Australie des affaires générales de Huawei, Jeremy Mitchell, justifie cette mesure par la diminution anticipée de revenus de Huawei sur le marché australien (d'environ 453 à 121 M EUR) en raison de l'exclusion en 2018 du matériel Huawei par l'Australie en matière de 5G. Il avance que cette interdiction a déjà conduit à une diminution drastique du personnel en Australie. En tout, Huawei a réduit de 60 M EUR ses investissements en R&D en Australie depuis 2018.

Dans le même temps, le *Global times* rapporte le lancement d'un [centre d'innovation](#) en Thaïlande par Huawei. Bien que peu réalisable à court terme, le but affiché par le *Global times* est le développement de chaînes de production indépendantes des États-Unis...

Automobile : le gouvernement annonce un plan de soutien au secteur des véhicules à hydrogène

Le 21 septembre, le ministère des Finances, le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT), le ministère des Sciences et Technologies (MOST), la Commission de Développement et de Réforme Nationale (NDRC) et la National Energy Administration ont publié un [avis](#) détaillant le plan de soutien au secteur des véhicules à hydrogène (piles à combustible) au niveau provincial.

La méthode adoptée est la suivante : les gouvernements locaux disposent d'une période de démonstration provisoirement fixée à quatre ans. Durant cette période, les cinq administrations présélectionneront les propositions soumises par les gouvernements locaux selon un modèle caractéristique de la politique industrielle chinoise consistant à mettre en concurrence des écosystèmes locaux, souvent sur la base de « zone-pilotes », afin de faire émerger les meilleures pratiques. Prévoyant d'adopter une méthode de « prime de compensation », elles récompenseront les agglomérations urbaines présélectionnées. Les fonds de prime seront coordonnés par les gouvernements locaux et les entreprises pour l'industrialisation des principales technologies clés des véhicules à hydrogène. Ces incitations ont pour but d'assurer un développement de l'ensemble de la chaîne de valeur de la filière de la mobilité hydrogène.

Parmi les [possibles régions candidates](#) figurent notamment les conurbations promues par le gouvernement central telles que Jingjinji (Beijing-Tianjin-Hebei), le delta du Yangzi ou encore la Greater Bay Area.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Climat : Annonce de la Chine sur sa neutralité carbone d'ici à 2060

A propos du changement climatique, le président chinois M. Xi Jinping a annoncé pendant son allocution lors de l'Assemblée générale de l'ONU le 22 septembre que « [la Chine] redoublera d'efforts pour atteindre le pic de ses émissions de CO₂ avant 2030 et s'efforcera de réaliser la neutralité carbone d'ici 2060 », tout en s'engageant à un rehaussement des objectifs climatiques chinois dans le cadre de sa contribution déterminée au niveau national (NDC) ainsi qu'à des « politiques et mesures plus vigoureuses ». Le président Xi a également appelé à une coopération de l'ensemble des pays en matière de développement durable et à « promouvoir une reprise verte de l'économie mondiale post-Covid 19 », dans le contexte où les Etats-Unis devraient officiellement se retirer de l'Accord de Paris le 4 novembre prochain.

Pour mémoire, la Chine avait pris quatre engagements principaux dans le cadre de sa NDC publiée en juin 2015 avant la conférence de Paris : (i) pic d'émissions de CO₂ « vers 2030 » et des « efforts pour l'atteindre « le plus tôt possible » ; (ii) réduction de l'intensité carbone (émissions par unité de PIB) de 60 à 65 % par rapport à 2005 ; (iii) augmentation jusqu'à environ 20 % la part des énergies non fossiles dans le bouquet énergétique chinois et (iv) reboisement à hauteur de 4,5 Mds m³ de bois sur pied par rapport à 2005.

Les émissions chinoises de CO₂ ont augmenté de 1,7% en 2019 et de 6,1% en cumulé sur la période 2015-2019 et la construction de nouvelles centrales à charbon augmente sensiblement (mise en service de 11 GW de capacités sur les 8 premiers mois de 2020, et 250 GW en cours de construction ou en projet).

La mise à jour de la NDC chinoise (prévue avant la fin de l'année) et la publication prochaine du 14^{ème} programme quinquennal couvrant la période 2021-2025 pourraient apporter des clarifications sur la mise en œuvre des nouveaux engagements chinois.

[Texte de l'allocution du Président Xi Jinping :](#)

Aviation : Simplification des procédures administratives pour les investissements étrangers dans l'aviation civile, mais pas de libéralisation de l'accès au capital

Parmi les annonces récentes du Conseil des Affaires d'Etat annulant 29 autorisations administratives (voir supra, Brève Climat des affaires), [la décision n° 27](#) porte sur des mesures de simplification pour les projets d'investissements étrangers dans le secteur de l'aviation civile. Les procédures pour les études de faisabilité et d'impact des investissements étrangers (règlement CCAR-201) sont jusqu'alors exigées pour le dépôt des dossiers à l'examen de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) et de la Commission Nationale pour la Réforme et le Développement (NDRC) sont allégées, avec une réduction des exigences documentaires ainsi que des délais d'enregistrement et de validation.

Ces annonces de simplification administrative ne doivent pas être confondues avec une plus grande ouverture du marché chinois. En effet, si la CAAC et la NDRC sont, depuis le 14 septembre, tenus de se prononcer sur ces dossiers d'investissements étrangers dans le secteur de l'aviation civile dans un délai de 20 jours ouvrés (contre une durée réglementaire presque trois fois plus longue auparavant), les plafonds d'investissements étrangers demeurent. Les intérêts chinois doivent rester majoritaires, dans la détention comme dans le contrôle, aussi bien pour les compagnies aériennes ([limite à 25% du capital pour les investisseurs étrangers](#)) que dans [les aéroports](#).



Aéronautique : Airbus compte sur le marché chinois pour sortir de la crise du COVID-19

[Dans un entretien récent](#), M. George XU, PDG d'Airbus en Chine, rappelle l'importance du marché chinois pour l'avionneur, représentant selon les années entre 20 et 25% de ses livraisons annuelles d'avions civils commerciaux. Si 173 avions monocouloirs et gros-porteurs ont été livrés en 2019, depuis les différentes chaînes d'assemblage d'Airbus en Europe et en Chine (l'usine de Tianjin produit des A320), *Airbus Chine* a annoncé une cible de 100 livraisons pour 2020. Selon M. XU, la demande est portée par le rétablissement du marché intérieur, l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) ayant enregistré au mois d'août plus de 13 300 vols quotidiens, pour une offre de sièges de 2,2 M par jour, soit l'équivalent de 80% des capacités d'août 2019. Cette amélioration de la situation se traduit dans une accélération du nombre d'avions livrés aux clients chinois au cours de l'été : en effet, si seulement 14 appareils ont pu être livrés en Chine au premier semestre 2020, le total a été porté à 28 appareils à la fin août. Cela ne représente toutefois pour l'heure que [10% des livraisons mondiales annuelles](#) d'Airbus en 2020.

Développement durable : Publication d'un document chinois sur son action pour la biodiversité et tribune du Ministre de de l'écologie et de l'environnement dans le *Quotidien du Peuple*

Le Ministère chinois des affaires étrangères et celui de l'écologie et de l'environnement ont publié le 21 septembre un document intitulé « Construire un avenir partagé pour les êtres vivants sur la Terre : la Chine à l'action ». Quelques jours avant le Sommet des Nations Unies sur la biodiversité qui se tiendra à New York le 30 septembre, ce document dit « de position » décrit dans le détail les actions chinoises en faveur de la sauvegarde de sa biodiversité et de la gestion durable de ses ressources naturelles : organisation institutionnelle, textes juridiques adoptés, financements mobilisés, projets d'aires protégées ou de restauration écologique mis en œuvre, etc.

Par ailleurs le *Quotidien du Peuple* a publié le 23 septembre une tribune de M. HUANG Runqiu, Ministre de l'écologie et de l'environnement, sur la « construction d'un avenir partagé pour tous les êtres vivants sur la Terre ». Le ministre y affirme en introduction que « en tant que participant, contributeur et leader important de la protection de la biodiversité mondiale, à l'occasion de l'organisation de la CoP15 de la Convention des N.U. sur la diversité biologique à Kunming en 2021, la Chine va partager ses pratiques et expériences relatives à la protection de la biodiversité, participer à la coopération internationale en la matière et construire un avenir partagé pour tous les êtres vivants sur la Terre avec les autres pays ». Il précise que, la Chine considère la protection de la biodiversité – dont la perte représente un défi mondial majeur - comme une mission essentielle dans le cadre de la construction de la civilisation écologique. M. HUANG rappelle ensuite des principales mesures prises par la Chine pour sauvegarder sa biodiversité : élaboration et mise en place de documents de planification, révision de la loi sur la protection des animaux sauvages, programme des lignes rouges écologiques, grands projets de protection et restauration de l'écologie etc. M. HUANG conclut en appelant à renforcer la coopération internationale en la matière, notamment dans le cadre du Sommet de l'ONU sur la biodiversité le 30 septembre, du Congrès mondial de la nature organisé par l'UICN à Marseille et de la prochaine réunion du *One Planet Summit* en France en 2021 puis de la CoP15.

Lire le document « Construire un avenir partagé pour les êtres vivants sur la Terre : la Chine à l'action » [en français](#) ou [en chinois](#)

[Lire la tribune complète \(en chinois\)](#)



Biodiversité : Table-ronde « Biodiversité au-delà de 2020 » organisée par le Ministre de l'écologie et de l'environnement et réunissant treize ministres de douze autres pays

Le Ministre de l'écologie et de l'environnement M. HUANG Runqiu a présidé le 24 septembre une table-ronde ministérielle intitulée « *Biodiversity Beyond 2020: Building a Shared Future for All Life on Earth* » et structurée en deux débats successifs : le premier consacré au lien entre civilisation écologique, développement durable et biodiversité et le second au renforcement de la gouvernance mondiale après 2020 pour la biodiversité. Pour mémoire, l'adoption d'un cadre mondial de gouvernance de la biodiversité après 2020 est l'un des objectifs principaux de la conférence CoP15 de la Convention des N.U. pour la biodiversité (CDB) qui se tiendra à Kunming en 2021.

Ont participé à cette réunion le vice Ministre des affaires étrangères M. LUO Zhaohui, le vice Secrétaire général des Nations-Unies M. LIU Zhenmin, la Directrice exécutive du Programme des N.U. pour l'environnement (PNUE) Mme Inger Andersen, les Secrétaires exécutives de la CDB et de la Plateforme scientifique pour la biodiversité (IPBES), les ministres chargés de l'environnement de douze pays (Allemagne, Brésil, Corée, Costa Rica, France, Inde, Italie, Japon, Maldives, Mexique, Norvège et Royaume Uni), le Commissaire européen pour l'environnement, des hauts fonctionnaires représentant l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Russie le Directeur général de l'UICN, les deux coprésidents du Groupe de travail à composition non limitée (OEWG) chargé de la préparation du texte soumis à adoption pendant la CoP15 et un membre du Comité de pilotage du *Global Youth Biodiversity Network*. Mme Barbara Pompili est intervenue au nom de la France dans le cadre du deuxième débat.

Quelques jours avant le Sommet de l'ONU sur la biodiversité le 30 septembre et quelques mois avant la tenue en 2021 du Congrès mondial de la nature organisé par l'UICN à Marseille, de la prochaine réunion du *One Planet Summit* en France puis de la CoP15, cette table ronde montre une mobilisation politique de haut niveau certaine en faveur de la protection de la biodiversité.

Développement durable : la Délégation de l'Union européenne en Chine et l'Académie chinoise des sciences ont organisé un séminaire commun sur la relance verte

Les 24 et 25 septembre, la Délégation de l'Union européenne en Chine et l'Académie chinoise des sciences (CAS) ont organisé un séminaire commun sur les enjeux de la relance verte, en présentiel et vidéoconférence. Le séminaire, destiné aux décideurs tant européens que chinois, avait vocation à échanger sur les enjeux de la relance, quelques semaines après l'annonce du plan de relance européen et alors que la Chine est en cours de rédaction de son futur programme quinquennal (2021-2025), qui devrait être présenté en novembre 2020 et adopté en mars 2021.

Le séminaire a été ouvert par M. XIE Zhenhua, représentant spécial pour le climat, S.E. M. Nicolas CHAPUIS, ambassadeur de l'Union européenne en Chine, Mme Svenja SCHULZE, ministre allemande de l'environnement et M. PAN Jiaofeng, président de l'Institut des sciences et du développement de la CAS. Après des présentations des plans européen, chinois et d'Etats membres, la deuxième journée était consacrée à des études de cas sur les politiques publiques en matière de mobilité, d'énergie, de biodiversité, d'économie circulaire et de finances vertes, en présence de représentants des divers ministères chinois concernés.

Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES

Chongqing : Des projets d'investissement d'une valeur de 883 Mds CNY signés de janvier à août.

Le bureau de promotion d'investissement de Chongqing a [publié](#) le 20 septembre la valeur totale des projets d'investissements signés de janvier à août 2020, qui s'élève à 883 Mds CNY (+2,8%) dont 176,5 Mds CNY ont été mis en place, permettant à la municipalité autonome de réaliser 88,3 % de ses objectifs d'attraction d'investissement de 2020. Les projets industriels signés représentent une valeur de 434,8 Mds CNY (+18,9%).

Guangdong : Projet de ligne Maglev entre Canton et Shenzhen

Le Delta du Yangzer et la Grande Baie devrait accueillir les deux premières lignes Maglev de Chine, d'après un document révélé par l'Académie chinoise d'ingénierie le 16 septembre. Ces lignes ferroviaires sont conçues pour atteindre une vitesse de circulation maximale de 600 km/h. Dans le Guangdong, le tracé reliera Canton à Shenzhen en passant par Dongguan, et pourra être étendu jusqu'à Hong Kong dans un second temps. La technologie Maglev devrait permettre de réduire la durée du trajet de 110 km entre Canton et Shenzhen à 20 minutes seulement. La date de mise en service du projet n'a pas été précisée.

Source : <https://www.globaltimes.cn/content/1201072.shtml>

Guangdong : Hainan: Réunion conjointe des gouvernements de 9 provinces et des 2 régions administratives spéciales à Sanya

Une réunion conjointe des gouverneurs de 9 provinces de Chine (Guangdong, Fujian, Guizhou, Hainan, Hunan, Jiangxi, Sichuan, Yunnan et Guangxi) et des chefs de l'exécutif de Hong Kong et de Macao s'est tenue à Sanya le 18 septembre, avec pour thèmes principaux les opportunités offertes par le Port franc de Hainan et le développement coordonné de la région de la Grande Baie et de son voisinage. Les participants se sont engagés à renforcer leur coopération en matière de plateformes économiques, d'infrastructures, de partenariats industriels, d'écologie et de tourisme. Ils se sont également entendus pour relancer la coopération internationale après la pandémie. La prochaine réunion conjointe sera organisée dans le Sichuan en 2021.

Source : http://www.newsgd.com/news/exclusive/content/2020-09/21/content_191487078.htm

Shanghai : le Premier Ministre Li Keqiang à Shanghai, visite de l'entreprise allemande SAP

Le 21 et 22 septembre, Li Keqiang a effectué une tournée d'inspection à Shanghai en compagnie du secrétaire du Parti de Shanghai Li Qiang et du maire Gong Zheng. En termes de visites d'entreprises privées, Li Keqiang s'est rendu au à l'Institut de Recherche de la société allemande de logiciels SAP ainsi qu'au siège de la société Himalaya chinoise (« 喜马拉雅 »), spécialisée dans le développement de contenu audio. La visite de Li Keqiang a mis l'accent sur les thèmes du numérique, de l'emploi, la consommation et l'innovation. Li Keqiang a parmi d'autres étapes visité la rue commerçante de Nanjing et le laboratoire d'ingénierie océanographique de l'université de Jiaotong. Un symposium a également été organisé à la Banque des Communications sur le soutien financier aux petites et micro-entreprises.

[Voir le communiqué de presse officiel](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Macroéconomie: l'indice des prix à la consommation diminue pour le 2^{ème} mois successif

La déflation de juillet (-2,3%) s'est atténuée en août (-0,4%) en raison selon l'office des statistiques de Hong Kong de la fin des subventions aux loyers des logements sociaux. En supprimant l'effet des mesures de soutien du gouvernement, l'office des statistiques estime la hausse des prix à la consommation en août à +0,1% (après +0,2% en juillet) avec un ralentissement de la hausse du prix de la viande de porc et des loyers privés.

Covid-19 : les mesures de distanciation sociale sont de nouveau prolongées, jusqu'au 1^{er} octobre

Les mesures de distanciation sociale sont de nouveau prolongées, jusqu'au 1^{er} octobre : port du masque obligatoire dans les espaces publics ; ouverture des restaurants jusqu'à minuit seulement et 4 convives par table ; limitation à 4 personnes des rassemblements publics.

Les tests et la quarantaine à l'arrivée à Hong Kong sont prolongés jusqu'au 7 octobre pour les voyageurs en provenance de Chine continentale, Macao et Taïwan, et jusqu'au 31 décembre pour les résidents à Hong Kong revenant de l'étranger. Les experts du conseil scientifique du gouvernement ont recommandé le 23 septembre que la France, l'Espagne, le Royaume-Uni et la Russie soient intégrés à la liste des pays à haut-risque qui comporte 10 pays depuis le 15 juillet. Le Royaume uni y sera inclus à compter du 1^{er} octobre.

Les deux parcs à thème de Hong Kong *Ocean Park* et *Disneyland* fermés depuis le 15 juillet, rouvrent respectivement le 18 et le 25 septembre pour 5 jours par semaine. Les parcs fonctionneront à une capacité maximale de 50% et les visiteurs devront réserver leurs billets en ligne.

Aéronautique : le secteur aérien reste affecté par le Covid-19

Depuis le 15 septembre, les compagnies aériennes doivent suspendre pour deux semaines leurs liaisons commerciales avec Hong Kong si au moins 5 cas de Covid-19 sont confirmés à bord d'un vol à l'issue des tests effectués à l'arrivée, ou si au moins 3 cas sont confirmés à bord de deux vols consécutifs. Les vols opérés par Air India (déjà suspendus une fois le 18 août) et les liaisons Kuala Lumpur - Hong Kong de la compagnie Cathay Dragon ont ainsi été interdites jusqu'au 3 octobre. Prenetics, une société de biotechnologie hong kongaise qui a levé 60 M USD depuis sa création en 2014 et réalise des tests Covid, annonce négocier avec Cathay Pacific un projet pilote pour expérimenter d'ici octobre sur le vol Hong Kong - Londres une application permettant de présenter les tests Covid et de faciliter le contrôle.

Mesures de soutien à l'économie : les autorités ont annoncé le 21 septembre une allocation de 1290 USD pour toutes les personnes majeures à faible revenu vivant à Hong Kong depuis moins de sept ans

Les autorités ont annoncé le 21 septembre une allocation de 1290 USD pour toutes les personnes majeures à faible revenu vivant à Hong Kong depuis moins de sept ans. Le demandeur doit déjà bénéficier de l'aide sociale ou le ménage doit percevoir un revenu mensuel inférieur ou égal à 1948 USD pour 1 personne jusqu'à maximum 5264 USD pour une famille de six et plus. Le programme coûtera 275 MUSD et devrait bénéficier à 203 000 personnes.

Politique monétaire : l'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA) a procédé cette semaine à sa 50^{ème} intervention de change depuis le début de l'année



L'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA) a procédé cette semaine à sa 50ème intervention de change depuis le début de l'année, alors que le dollar de Hong Kong (HKD) continue de se maintenir à la limite haute de la bande de fluctuation (peg) dans laquelle il évolue par rapport au dollar américain. La HKMA a procédé à 12 interventions depuis le début du mois de septembre (vente de 48,3 Mds HKD contre 6,2 Mds USD), et 50 depuis le début de l'année (vente de 168,5 Mds HKD contre 21,7 Mds USD). La demande en HKD est soutenue en raison des flux de capitaux entrant, en amont des introductions en bourse d'entreprises chinoises ces dernières semaines. La prochaine opération très attendue est celle d'Ant (groupe Alibaba) prévue en octobre, déjà approuvée par la bourse de Shanghai (Star Market) le 18 septembre et en attente de l'accord de HKEX.

Pour mémoire, la HKMA a procédé à 8 opérations de change en 2019 (achat de 22,1 Mds HKD) et 27 opérations en 2018 (achat de 103,5 Mds HKD) alors que la devise hongkongaise connaissait la tendance inverse.

Macao : au cours des 8 premiers mois de 2020, le nombre de visiteurs reçus à Macao a chuté de - 87% en g.a. (3 570 019 personnes)

En août, le nombre de visiteurs a toutefois augmenté de + 206,9% à 227 113 personnes par rapport à juillet, mais reste en recul (-93,7%) par rapport à août 2019.

Macao a lancé le 1^{er} septembre un programme de promotion du tourisme de 50 MUSD auprès du public chinois, incluant des réductions sur les billets d'avion et l'hébergement.

Macao : les visiteurs de Chine continentale et de Macao peuvent désormais voyager au sein de la « bulle de voyage » établie entre les deux territoires

Les visiteurs de Chine continentale et de Macao peuvent désormais voyager au sein de la « bulle de voyage » établie entre les deux territoires : ils sont exemptés de quarantaine mais doivent présenter un test négatif au COVID-19 datant de moins de 7 jours.

Pour mémoire, le gouvernement chinois avait autorisé à partir du 12 août la délivrance de visas de tourisme vers Macao pour les résidents de Zhuhai (Chine du sud), à partir du 26 août pour ceux des autres villes de Guangdong et à partir du 23 septembre pour les autres provinces chinoises. Les résidents de Macao peuvent également aller en Chine sans quarantaine depuis le 12 août.

TAIWAN

Attractivité : succès du Forum Européen de l'Investissement (EIF)

Le Bureau économique et commercial de l'UE à Taipei (EETO) a organisé, le 22 septembre, en partenariat avec le ministère des Affaires économiques (MOEA), [un forum pour promouvoir l'attractivité de l'UE auprès des investisseurs taiwanais](#). Sur 1200 visiteurs, 500 ont participé à la cérémonie d'ouverture qui était couverte par une cinquantaine de médias. La présidente TSAI Ing-wen a rappelé à cette occasion la priorité que Taïwan accorde au renforcement de la relation économique avec l'UE et à l'ouverture de négociations en vue d'un accord mutuel de protection des investissements (API). L'organisation de cet événement, auquel ont participé 15 Etats-membres dont la France, visait à rééquilibrer la relation des investissements croisés entre l'UE et Taïwan. Les investissements taiwanais dans les 27 Etats membres ne représentent en effet que 1,7% du stock total d'IDE taiwanais, soit 5,4 Mds USD, alors que l'UE est le premier investisseur étranger à Taïwan avec un stock d'IDE de 45 Mds USD soit 25% du total. La crise sanitaire a rappelé la fragilité des chaînes de valeur et la nécessité de diversifier les partenariats, en particulier dans les secteurs des industries mécaniques, des TIC, des biotech et des semi-conducteurs. La volonté des groupes taiwanais de remonter la chaîne de valeur offre en effet de nouvelles opportunités de coopération notamment avec les acteurs français des écosystèmes de l'innovation de ces secteurs d'activité.

IDE : point sur les investissements au cours des huit premiers mois 2020

Selon [la commission des investissements du ministère de l'Economie](#), les investissements étrangers au cours des huit premiers mois 2020 ont baissé de -4% en nombre de projets et de -12,2% en valeur par rapport à la même période en 2019. Les 2 256 projets approuvés représentent [un montant de 5,7 Mds USD](#), avec notamment dans l'éolien offshore, Orsted et Macquarie qui investissent respectivement 580 M USD et 210 M USD. Par ailleurs, 71 projets d'investissement en provenance de Chine continentale ont été approuvés pour un montant de 118,3 M USD. Si le nombre de projets d'investissement baisse de 21,9%, leur montant progresse de 54,2% par rapport à l'année passée. S'agissant des IDE sortants, 366 projets ont été recensés (hors Chine) pour un montant total de 6,3 Mds USD, soit une baisse de 13,4% en nombre et une augmentation de 39,5% en valeur, comparée à la même période de 2019. Pour ce qui concerne les investissements taiwanais en Chine, si leur nombre est en baisse (-20,4%) avec 316 demandes approuvées de janvier à août 2020, leur valeur bondit également de 49,5% pour atteindre 3,8 Mds USD.

SEMICON Taiwan 2020 : la production de semi-conducteurs de Taiwan devrait atteindre 87 Mds EUR en 2020

Le salon SEMICON Taiwan a accueilli plus de 2 000 pavillons et 45 000 visiteurs du 23 au 25 septembre à Taipei, avec un dispositif spécifique (interventions virtuelles, visite du salon en VR...). Le Premier Ministre SU Cheng-chang a rappelé lors de l'inauguration du salon que la valeur de la production des semi-conducteurs à Taiwan allait atteindre plus de 3000 Mds TWD (87 Md EUR) en 2020. La guerre commerciale US-Chine était au centre des interventions des grands patrons du secteur : selon le Chairman de TSMC, Mark LIU, Taiwan devait [renforcer ses propres capacités technologiques](#), en raison des coûts liés au découplage des chaînes de production. TSMC allait se développer du Nord au Sud de l'île. La production 5 nm était localisée à Tainan, celle du 3 nm serait lancée en 2022. A l'horizon 2024-2025, 60 à 70% de la production serait localisée dans le Sud. Le développement du 2nm se ferait à Hsinchu et dans une moindre proportion à Taichung. Il a rappelé que le passage du 7 au 5 nm avait

permis d'augmenter la vitesse de calcul des puces de 13% et de diminuer leur consommation d'énergie de 21%.

MONGOLIE

Visite de Wang Yi en Mongolie: signature d'un MoU visant à assurer l'exportation de 50 millions de tonnes de charbon mongol vers la Chine

Le Ministre des affaires étrangères Chinois Wang Yi s'est rendu en Mongolie le 14-15 septembre 2020 à l'occasion d'une visite officielle à l'invitation du Ministre des affaires étrangères mongoles, N. Enkhtaivan. Le Ministre des Mines et de l'Industrie [légère a annoncé le 23 septembre](#) qu'un MoU avait été signé entre les deux parties afin d'assurer l'exportation d'un volume de 50 millions de tonnes de charbon mongol à destination de la Chine. Ce mémorandum vient compléter l'accord *Green Gateway*, entré en vigueur le 1^e août 2020, qui facilite le transport de fret et la mobilité des travailleurs transfrontaliers entre la Mongolie et la Chine.

Banque de Mongolie : une nouvelle baisse du taux directeur à 8%

La Banque de Mongolie a annoncé lundi 21 septembre [une nouvelle baisse de son taux directeur de 9% à 8%](#) (contre 12% en janvier 2020). Alors que la Mongolie fait face à une chute de la croissance de son PIB de l'ordre de 9,7% (y-o-y), en raison notamment des mesures prises par le gouvernement pour empêcher la propagation du Covid19 sur le territoire ; la Banque de Mongolie espère stimuler l'activité économique et la relance de la croissance en misant sur une politique monétaire plus favorable.

Contraction de l'économie et reprise de la croissance : les prévisions de la Banque Asiatique de Développement

Selon les dernières projections de la Banque Asiatique de Développement (*Asian Development Outlook 2020 Update*), la croissance économique de la Mongolie devrait se stabiliser aux alentours [de -2,6% pour l'année 2020](#) avant de repartir à la hausse en 2021 et se fixer à 5,1%.

Dettes externes : La Mongolie présente le ratio Dette/PIB le plus élevé de la région

La dette externe de la Mongolie [avoisine les 29,9 Mds USD, représentant environ 220% du PIB](#) du pays. Cette dernière a été multipliée par 10 au cours de la dernière décennie, ce qui pose un réel enjeu en termes de soutenabilité de la dette. La Mongolie est ainsi le pays d'Asie-Pacifique présentant le ratio d'endettement le plus important de la région (comprenant à la fois la dette publique mais surtout la dette privée, qui dans le cas de la Mongolie représente la part la plus importante de l'endettement, soit 116% du PIB).

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PÉKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Kimberley Le Pape, Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Lianyi Xu, Dominique Grass, Maxime Sabourin, Odile Huang

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Antoine Moisson, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet